



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2781>

LES STYLOS ROUGES : premier mouvement 2.0 dans l'éducation ?

- Éducation -



Date de mise en ligne : lundi 11 mars 2019

L'École Émancipée

A la mi-décembre, six enseignants du primaire et du secondaire créent le groupe des « Stylos Rouges » sur Facebook à la suite de l'intervention télévisée de Macron. Celui-ci, contraint par la mobilisation des Gilets jaunes à de premiers reculs, n'avait pas eu un mot pour les enseignant-es alors qu'il citait d'autres catégories de fonctionnaires à prendre en compte et à valoriser. Un mois après, les « Stylos Rouges » (SR) comprenaient plus de soixante-six mille personnels de l'éducation.

Ce n'est pas la première fois que se construit un mouvement en dehors des organisations syndicales. En 1986-1987, la coordination nationale contre les maîtres directeurs se développe face à un SNI qui ne combat pas le projet ministériel. En 2008, le mouvement des désobéisseurs refuse l'aide personnalisée de Darcos. Ces deux mouvements appelaient les personnels à l'action face à l'apathie des organisations syndicales et ciblaient une mesure particulièrement rejetée qui touchait le primaire. Pour autant, des différences existent avec le mouvement des SR. Celui-ci ne s'est pas construit « contre » les syndicats comme la coordination en 86. Par ailleurs, bien que majoritairement composé d'enseignant-es du premier degré, les SR veulent rassembler premier et second degré, public et privé. Ils portent des revendications « larges » (salariales et effectifs par classe, notamment) répondant à une certaine paupérisation enseignante, et revendiquent une « reconnaissance » de la part de l'institution comme de la société. Leur « manifeste » regroupant les revendications (et dans lequel on sent une certaine « patte syndicale ») est en grande partie partagé par les organisations syndicales, notamment celles de la FSU.

La première question qui vient à l'esprit est donc : pourquoi ces personnels ne se sont pas tournés vers les syndicats qui portent « naturellement » ces revendications ? Il y a d'abord bien évidemment le poids de la dynamique sociale actuelle : ces collègues ont été séduits par le relatif « succès » des Gilets Jaunes qui n'ont pas eu besoin des syndicats pour se mobiliser et obtenir ce que les syndicats ne parviennent pas à gagner dans les formes de mobilisation « traditionnelles » (grèves d'une journée, manifs, etc.). Il y a fort à parier également qu'une partie importante de ces collègues, gros utilisateurs des réseaux sociaux, est composée de jeunes enseignant-es, population souvent relativement éloignée des organisations syndicales.

Limites du militantisme 2.0

Mais une chose est de participer à des échanges sur Facebook (FB) et co-construire des revendications, autre chose est de collectivement arriver à peser face à Blanquer. De ce point de vue, après une période « euphorique » de développement pendant les vacances de fin d'année, le mouvement va maintenant entrer dans le dur. Les débats actuels, dans les premières AG organisées comme sur FB, montrent toute la difficulté à trouver des modalités différentes de celles des organisations syndicales pour mobiliser largement les personnels. Les premiers rassemblements en région en sont la preuve et ont rassemblé peu de monde. Par ailleurs, à partir de la position de non convergence avec les Gilets Jaunes adoptée par les gestionnaires de la page FB (communiqué du 14 janvier) et contestée par de nombreux SR, la question de la représentativité (qui décide de quoi et sur quelle base démocratique ?) d'un groupe constitué de milliers de personnes, s'exprimant de manière virtuelle, se pose également.

Enjeux pour les syndicats de la FSU

Même si dans un premier temps, les équipes syndicales ont pu être agacées par ce mouvement social virtuel reprenant en très grande partie les revendications portées depuis des années par les syndicats de la FSU, il n'empêche que celui-ci met encore plus en évidence le profond malaise social et professionnel des personnels de l'éducation.

Les SR interrogent également le lien du syndicat avec les personnels. Ils sont révélateurs de la volonté des

personnels désireux d'être acteurs dans la rédaction des revendications comme dans les décisions de mobilisations. Et pas simples « consommateurs » d'actions syndicales décidées « en haut ».

À l'image du mouvement des GJ qui impose des formes d'action plus permanentes, à l'opposé des grèves de 24H sans lendemains, les SR interrogent aussi nos modes d'action syndicale, notamment en termes d'utilisation d'outils numériques qui peuvent favoriser l'auto organisation d'un mouvement.

Enfin, plus fondamentalement, lorsque des personnels se mobilisent collectivement sur une base revendicative que partage en grande partie le syndicalisme, celui-ci doit faire la preuve de sa disponibilité et de son utilité. Même si on peut avoir des doutes, dans le contexte actuel, dans la capacité d'un mouvement exclusivement corporatif et, contrairement aux GJ, qui semble peu décidé à en découdre, de peser face au gouvernement. Et dans son avenir...

Christian Navarro